

PREFET DES HAUTS DE SEINE

**Arrêté DRE n°2017-<sup>266</sup> du 14/12/2017** portant abrogation de l'arrêté préfectoral n° 2008-145 du 18 novembre 2008 prescrivant la dépollution des sols et de la nappe puis la surveillance de la qualité des eaux souterraines des parcelles Nord et Sud des anciennes installations pétrolières de la société SITESC, située au 31/42, route du bassin n°6 à GENNEVILLIERS.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Vu** le code de l'environnement partie législative et partie réglementaire;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

**Vu** le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

**Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

**Vu** la déclaration de cessation définitive d'activité effectuée par la Société Industrielle de Transports et de Stockage de Carburants (SITESC), par courrier du 29 décembre 2002 concernant les dépôts pétroliers situés au 31/42, route du bassin n°6 à Gennevilliers,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2008-145 du 18 novembre 2008 prescrivant la dépollution des sols et de la nappe, puis la surveillance de la qualité des eaux souterraines des parcelles Nord et Sud des anciennes installations pétrolières de la société Total Marketing Services (anciennement SITESC),

**Vu** l'arrêté MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à Monsieur Vincent BERTON, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

**Vu** le procès-verbal de récolement en date du 26 octobre 2012 attestant de la réalisation des travaux de réhabilitation,

**Vu** le courrier en date du 28 juillet 2017, confirmant à la société Total Marketing Services l'arrêt du suivi de la qualité des eaux souterraines au droit de l'ancien dépôt pétrolier SITESC situé 31/42, route du bassin n°6 à Gennevilliers, qui avait été imposé par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2008 précité,

**Vu** la lettre en date du 18 septembre 2017, de la société Total Marketing Services demandant à ce que l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2008 précité soit abrogé et précisant que 5 piézomètres ont été laissés en l'état à la demande du Port Autonome de Paris en sa qualité de propriétaire du site,

**Considérant** que la gestion des piézomètres a été transférée au Port Autonome de Paris,

**Considérant** qu'aux termes des différentes campagnes de travaux et d'investigations réalisées sur le site, le site a été remis en état pour un usage de type industriel et/ou tertiaire,

**Considérant** que la société Total Marketing Services a satisfait à ses obligations concernant la remise en état et la surveillance environnementale de son ancien site susvisé,

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts de Seine,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 :**

L'arrêté préfectoral n° 2008-145 du 18 novembre 2008 qui prescrivait la dépollution des sols et de la nappe puis la surveillance de la qualité des eaux souterraines des parcelles Nord et Sud des anciennes installations pétrolières de la société SITESC située au 31/42, route du bassin n°6 à GENNEVILLIERS est abrogé.

### **ARTICLE 2 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

### **ARTICLE 3 : Publication**

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le maire de Gennevilliers, Madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Vincent BERTON